AVENUE GOUVERNEUR BOVESSE 96 B-5100 NAMUR TÉL. 081/32 27 11 FAX. 081/32 27 10

SOMMAIRE

COMPTES ANNUELS SOCIAUX

Rapport de gestion 6
Bilan 14
Compte de résultats 16
Annexes 19
Rapport du Collège des Commissaires 37

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Rapport de gestion 40
Bilan 48
Compte de résultats 50
Annexes 52
Rapport du Collège des Commissaires 58

COMPTES ANNUELS SOCIAUX

Rapport annuel financier 2007, 17ème exercice social présenté par le Conseil d'administration et par les Commissaires aux Comptes

RAPPORT DE GESTION

Face à l'augmentation du nombre de passagers et à la nécessité de rajeunir le parc d'autobus du groupe TEC en vue de diminuer les émissions polluantes et d'offrir plus de confort à la clientèle, la SRWT a réceptionné et financé en 2007, 55 nouveaux autobus commandés en 2006. 220 autres nouveaux véhicules commandés en 2006 et 2007 seront livrés et financés en 2008. Il est également prévu de passer commande de 478 autres autobus à livrer en 2008, 2009 et 2010.

En ce qui concerne la finalisation du métro léger de Charleroi, les permis d'urbanisme de la fermeture de la boucle et de la prolongation de l'antenne de Gilly ainsi que le permis unique de l'antenne de Gosselies ont été attribués à la SRWT. Cet important chantier que la Banque européenne d'investissement a accepté de financer à concurrence de 75 millions d'euros va dès lors pouvoir débuter au printemps 2008.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

A. Généralités

L'exercice 2007 se clôture avec un résultat de +1.168.719,46 euros.

Le Conseil d'administration propose d'affecter ce résultat en diminution de la perte reportée existante (11.273.286,69 euros), ce qui ramène celle-ci à 10.104.567,23 euros.

La perte reportée est la conséquence des résultats négatifs des exercices de 1996 (4.938,3 milliers d'euros), 2000 (3.593,8 milliers d'euros) et 2005 (3.467,2 milliers d'euros). Ceux-ci s'expliquent par la constitution de provisions destinées à couvrir d'une part, les dommages réclamés par la firme VAN HOOL dans le contrat du marché des autobus commandés en 1993 et d'autre part, des litiges en matière de maladies professionnelles, ainsi que des cotisations, majorations et intérêts de retard réclamés par l'O.N.S.S. pour des dossiers litigieux de l'ex-S.N.C.V.

B. Situation bilantaire

Rubriques	31/12/2006	31/12/2007	Variations
ACTIF (= emploi de fonds)			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles	125 557,29	94 954,56	-30 602,73
Immobilisations corporelles	161 382 124,73	177 112 854,24	15 730 729,51
Immobilisations financières	18 420 858,75	18 420 893,57	34,82
Actifs circulants			
Créances à plus d'un an	8 623 597,57	8 141 201,86	-482 395,71
Stocks et commandes en cours	142 163,58	142 163,58	0,00
Créances à un an au plus	61 087 948,93	80 165 406,71	19 077 457,78
Placements de trésorerie	16 221 530,00	39 639 692,62	23 418 162,62
Valeurs disponibles	19 736 632,06	21 258 779,79	1 522 147,73
Comptes de régularisation	8 996 363,70	10 027 191,03	1 030 827,33
PASSIF (= origine des fonds)			
Capitaux propres	147 365 724,05	159 827 295,10	12 461 571,05
Provisions pour risques et charges	19 862 468,06	19 556 072,30	-306 395,76
Dettes à plus d'un an	37 545 838,66	61 925 541,83	24 379 703,17
Dettes à un an au plus	63 314 678,04	90 209 642,30	26 894 964,26
Comptes de régularisation	26 648 067,80	23 484 586,43	-3 163 481,37

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DU BILAN

Actif

Immobilisations incorporelles

Ce poste reprend les logiciels informatiques ; son évolution est due à l'acquisition en 2007 de licences pour 85,9 milliers d'euros et à des amortissements pour 116,5 milliers d'euros. Les nouvelles licences correspondent principalement aux logiciels dévolus au développement de la plate-forme embarquée, au dessin industriel professionnel et au portail Internet.

Immobilisations corporelles

Outre les amortissements de l'exercice pour 9.157,8 milliers d'euros et des cessions et désaffectations pour 12.424,7 milliers d'euros, ce poste a évolué en raison des acquisitions pour 37.313,2 milliers d'euros. Celles-ci ont été réalisées principalement dans le cadre des investissements d'exploitation (achat de matériel roulant, plate-forme embarquée, systèmes de caméras embarquées, extension du métro de Charleroi, construction du dépôt de Nivelles) ou d'infrastructure (travaux relatifs à l'aménagement d'arrêts, de gares de correspondance, de sites propres et rénovations du métro de Charleroi, …).

Immobilisations financières

Ce poste contient essentiellement les participations de la SRWT dans le capital des cinq sociétés d'exploitation et de la S.A. « Eurobus Holding ».

Créances à plus d'un an

Ces créances sont constituées :

- des avances au personnel octroyées en 1986 suite au paiement des rémunérations à terme échu : 52,8 milliers d'euros ;
- des annuités dues par les communes, les provinces et la Région wallonne pour apurer en nonante ans la dette contractée pour la libération des parts qu'elles ont souscrites dans le capital de l'ex-S.N.C.V. : 8.088,4 milliers d'euros.

Créances à un an au plus
Ce poste est, pour une grande part, composé de subsides restant à recevoir de la Région wallonne. Quant à son augmentation, il résulte de la facturation d'autobus neufs dans le cadre d'une opération de « sale and lease back ».

Placements de trésorerie
Ce poste est constitué par les fonds disponibles sur les emprunts d'investissements conclus par la SRWT.

Valeurs disponibles
Il s'agit essentiellement de la trésorerie de l'ensemble du groupe TEC centralisée par la SRWT et mise à la disposition du système de centralisation des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons mis en place en 2002 par la Région wallonne.

Comptes de régularisation
Les comptes de régularisation de l'actif contiennent les produits relatifs à l'exercice 2007 et à percevoir en 2008, notamment les produits financiers promérités au 31/12/07 mais qui ne seront perçus qu'en 2008, ainsi que le solde de subvention nécessaire pour couvrir les engagements sociaux 2007 et les charges payées d'avance et imputables aux exercices ultérieurs dont un loyer unique payé en 1994 pour la location de 229 autobus sur une période de quinze ans (2.976,5 milliers d'euros).

Passif

Capitaux propres
La variation de ce poste s'explique par l'augmentation des subsides en capital pour 11.292,9 milliers d'euros et une diminution de la perte reportée pour 1.168,7 milliers d'euros.

Provisions pour risques et charges
Ces provisions sont constituées pour couvrir :
- Les risques de « propre assureur » en matière d'accidents du travail, maladies professionnelles et responsabilité civile accidents de la circulation. Il s'agit d'anciens engagements pour l'essentiel hérités de la S.N.C.V., le groupe TEC ayant opté pour l'assurance externe dès 1992 :
  - Sinistres à régler : 10.662,6 milliers d'euros ;
  - Fonds des rentes pour accidents de travail et maladies professionnelles : 2.703,3 milliers d'euros.
- Les autres risques et charges : 6.190,2 milliers d'euros dont 4.925,0 milliers pour couvrir les dommages réclamés par la firme VAN HOOL dans le cadre du marché de 311 autobus commandés en 1993 et 1.205,9 milliers destinés à couvrir des cotisations, majorations et intérêts de retard réclamés par l'O.N.S.S. pour des dossiers litigieux de l'ex-S.N.C.V. de 1985 à 1986.

Dettes à plus d'un an
Elles sont constituées des emprunts de la S.N.C.V., attribués à la SRWT lors de la régionalisation et des emprunts conclus par la SRWT pour assurer le financement d'investissements d'exploitation ainsi que pour la finalisation de la construction du métro de Charleroi.

Dettes à un an au plus
L'évolution de ce poste s'explique surtout par une augmentation des dettes commerciales (acquisition d'autobus) et des dettes vis-à-vis des TEC, partiellement compensée par un transfert moins important des dettes à long terme vers les dettes à court terme et une diminution des dettes financières.

Comptes de régularisation
Les comptes de régularisation du passif comprennent les charges imputables à l'exercice et à payer au cours d'exercices ultérieurs (par exemple les intérêts courus mais non échus sur emprunts) ainsi que les produits perçus au cours de l'exercice et se rapportant à des exercices futurs (par exemple des subventions perçues pour plusieurs exercices). L'évolution de ce poste est à la baisse essentiellement en raison de l'arrêt de la facturation des loyers d'autobus aux TEC, ainsi que de la diminution d'encaissement de subventions pour charges d'infrastructure se rapportant à des exercices ultérieurs.

C. Résultats

Rubriques	31/12/2006	31/12/2007	Variations
RÉSULTATS D'EXPLOITATION			
1. Ventes et prestations			
Chiffre d'affaires	6 207 121,34	2 573 137,21	-3 633 984,13
Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution	0,00	0,0	0,00
Production immobilisée	0,00	0,00	0,00
Autres produits d'exploitation	45 826 825,62	51 042 326,58	5 215 500,96
TOTAL	**52 033 946,96**	**53 615 463,79**	**1 581 516,83**
2. Coût des ventes et prestations			
Approvisionnements et marchandises	6 207 121,34	2 573 137,21	-3 633 984,13
Services et biens divers	6 399 092,69	10 221 360,90	3 822 268,21
Rémunérations, charges sociales et pensions	30 985 164,29	31 297 512,30	312 348,01
Amortissements et réductions de valeur	16 153 568,09	15 812 728,59	-340 839,50
Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours et créances commerciales	110 460,99	-1 551,51	-112 012,50
Provisions	-2 257 630,09	-306 395,76	1 951 234,33
Autres charges d'exploitation	49 939,46	275 196,91	225 257,45
TOTAL	**57 647 716,77**	**59 871 988,64**	**2 224 271,87**
3. Résultats d'exploitation	**-5 613 769,81**	**-6 256 524,85**	**-642 755,04**
RÉSULTATS FINANCIERS			
Produits financiers	9 765 012,27	9 418 763,87	-346 248,40
Charges financières	1 882 714,56	1 779 540,11	-103 174,45
4. Résultat courant avant impôts	**2 268 527,90**	**1 382 698,91**	**-885 828,99**
RÉSULTATS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels	525 266,51	388 252,00	-137 014,51
Charges exceptionnelles	2 334 909,37	363 252,00	-1 971 657,37
5. Résultat de l'exercice avant impôts	**458 885,04**	**1 407 698,91**	**948 813,87**
Impôts sur le résultat	239 857,15	238 979,45	-877,70
6. Résultat de l'exercice	**219 027,89**	**1 168 719,46**	**949 691,57**

LE TEC ÇA NOUS RAPPROCHE
infotec.be

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

Chiffre d'affaires
Le chiffre d'affaires de la SRWT provient uniquement de la réalisation des investissements d'exploitation pour le compte des TEC et des loyers d'autobus facturés aux TEC.

Les Contrats de gestion antérieurs à 2006 prévoyaient que la SRWT agisse en tant que commissionnaire des TEC en commandant et finançant les investissements en son nom mais pour leur compte. Ces biens et leur financement étaient comptabilisés dans les livres de ces sociétés mais transitaient par le compte de résultats de la SRWT en « approvisionnement et marchandises » à l'entrée et « chiffre d'affaires » à la sortie. L'importante diminution de ce poste s'explique par le fait que les Contrats de gestion 2006-2010 n'imposent plus la comptabilisation de ces biens dans les livres des TEC. Portés dorénavant en immobilisations à la SRWT, seuls des prorata de loyers d'autobus concernant l'année écoulée, ainsi que des compléments à des investissements d'exploitation facturés précédemment aux TEC ont encore été refacturés en 2007.

Autres produits d'exploitation
Ce poste comprend entre autres :
- des subventions reçues de la Région wallonne: 47.224,9 milliers ;
- des loyers : 209,9 milliers ;
- des plus-values réalisées sur la vente de terrains : 41,4 milliers ;
- des plus-values sur opérations de sale & rent (ou) lease back : 66,4 milliers ;
- des refacturations aux TEC : 1.580,8 milliers ;
- des prestations effectuées pour tiers : 1.028,3 milliers;
- des revenus de publicité : 506,4 milliers ;
- des versements du Fonds Mutuel Wallon représentant la cotisation à l'assurance groupe des agents malades : 108,0 milliers.
- des tantièmes reçus pour la gestion de la société «Transports PENNING» (filiale d'Eurobus Holding) : 50,0 milliers.

Approvisionnements et marchandises
Les investissements d'exploitation réalisés pour les TEC représentent 37,5 milliers d'euros (régularisations d'anciens dossiers du TEC Charleroi) et les prorata de loyers d'autobus refacturés aux TEC s'élèvent à 2.535,7 milliers d'euros. L'évolution de ce poste est liée à celle du chiffre d'affaires.

Services et biens divers
L' évolution à la hausse de ce poste est principalement due à la prise en charge des loyers d'autobus qui étaient auparavant supportés par les TEC, ainsi qu'à l'augmentation des charges sur les investissements d'infrastructure et des frais liés à la promotion commerciale et aux honoraires d'experts et consultants.

Rémunérations, charges sociales et pensions
Ce poste a été influencé par son évolution naturelle (ancienneté, nouveaux bénéficiaires, décès...).

Amortissements et réductions de valeur
L' évolution de ce poste suit naturellement celle des investissements et plus particulièrement celle des investissements d'infrastructure et d'exploitation. La fin de l'amortissement sur des installations importantes et pour des logiciels entraîne une baisse des amortissements enregistrés en 2007.

Provisions
Ce poste comprend :
- Les provisions constituées pour :
  - Propre assureur :
    - accidents de travail : 41,0 milliers;
    - maladies professionnelles : 336,0 milliers.
  - Litiges : 91,6 milliers
- Les provisions utilisées et reprises pour :
  - Responsabilité civile accidents de la circulation, accidents de travail et maladies professionnelles : 476,0 milliers.
  - Autres litiges : 299,0 milliers.

Autres charges d'exploitation
Ce poste est composé pour l'essentiel de taxes diverses (précomptes immobiliers, taxes de circulation) et de moins-value sur réalisation d'immobilisations corporelles.

Produits financiers
Les produits financiers sont constitués essentiellement :
- des dividendes d'Eurobus Holding : 947,8 milliers ;
- des produits de placement de trésorerie ;
- et surtout de l'utilisation des subsides en capital au même rythme que les amortissements des biens qu'ils ont servi à financer.

L' évolution de ce poste est due à la diminution de l'utilisation des subsides en capital au même rythme que les amortissements des biens qu'ils ont servi à financer et à la baisse des flux « receveurs » sur produits dérivés utilisés dans le cadre de couverture de taux, partiellement compensées par une augmentation du produit des placements financiers.

Charges financières.
La relative stabilité de ce poste provient du fait que la dette financière est restée stable pratiquement toute l'année, son augmentation provenant d'opérations réalisées en novembre.

Produits exceptionnels
Ce poste est constitué d'une indemnité de 25,0 milliers d'euros perçue suite à un litige dans le cadre de la vente d'un terrain. Les produits exceptionnels comprennent également, pour 363,3 milliers d'euros, les plus-values réalisées sur la vente des biens immobilisés apportés par la Région wallonne au capital de la SRWT pour une valeur symbolique (ces plus-values doivent être ristournées à la Région wallonne).

Charges exceptionnelles.
Ces charges se composent du montant à restituer à la Région wallonne pour les plus-values réalisées sur la vente de certains immobilisés (voir produits exceptionnels) pour 363,3 milliers d'euros.

D. Chiffres clés et ratios

Rubriques	2005	2006	2007
Actif net corrigé (en milliers d'euros)	138 078	147 366	159 827
Fonds de roulement net (en milliers d'euros)	20 907	24 846	45 680
Besoins en fonds de roulement (en milliers d'euros)	20 944	4 247	- 4 937
Trésorerie nette (en milliers d'euros)	- 37	20 599	50 617
Cash-flow avant distribution (en milliers d'euros)	4 890	6 175	9 239
Ratio de liquidité au sens large	1,14	1,18	1,33
Ratio de liquidité au sens strict	1,36	1,53	1,56
Ratio de solvabilité (en %)	49,73	50,00	45,00
Ratio du crédit clients (en jours)	49	154	415
Ratio du crédit fournisseurs (en jours)	84	256	420

E. Risques et incertitudes

Suite à l'entrée en vigueur de la loi sur les pensions complémentaires, dite «loi VANDENBROUCKE», une réécriture du règlement d'assurance s'est avérée indispensable et a été entreprise avec ETHIAS, gestionnaire de l'assurance-groupe du groupe TEC.
A l'occasion de ces travaux, ETHIAS a réévalué de manière significative à la hausse les réserves à constituer du fonds de financement en vue de garantir les engagements du groupe en matière de pension complémentaire.
Dans ce contexte, sur base des conclusions d'un bureau spécialisé externe mandaté par la SRWT, des contacts ont été pris avec la CBFA et ont débouché sur une dispense partielle de constituer des réserves. Cette dispense couvre la totalité du sous-financement et est conditionnée par la contrainte, d'ordre juridique, de transférer le véhicule financier des pensions complémentaires, en ce qui concerne les engagements découlant des anciens régimes de pensions, de l'assurance-groupe vers une institution de retraite professionnelle à constituer.

Rappelons que les charges liées aux pensions complémentaires relèvent des «engagements sociaux» au sens de l'article II.1.1.12 du Contrat de gestion et sont couvertes par une subvention spécifique visée à l'article II.2.2.1.2 dudit contrat.

Suite aux retards dans l'exécution du marché relatif à la fourniture du système d'aide à l'exploitation (SAE) pour le TEC Charleroi et aux difficultés techniques éprouvées par le fournisseur pour fournir de manière stabilisée un niveau de performance conforme aux exigences du cahier des charges, la SRWT a assigné le fournisseur en résiliation du marché du SAE avec demande de dommages et intérêts.

DIVERS

Le Conseil d'administration signale qu'il n'y a pas eu, depuis la date de clôture, d'événements, autres que ceux présentés dans les commentaires sur les comptes annuels, qui seraient susceptibles de modifier de manière importante les résultats ainsi que la situation financière de la société telle que reprise dans les comptes annuels.

De même, le Conseil d'administration n'a pas connaissance de circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société.

En matière de recherche et de développement, la SRWT a, en 2007, participé aux projets suivants :
- Bus européen du futur : dans la foulée de sa participation à la définition des spécifications fonctionnelles du bus du futur, la SRWT s'est associée à un programme européen sur le sujet, piloté par l'Union Internationale des Transports Publics (UITP).
- Essais de consommation : extension des cycles d'essais de consommation standardisés adaptés aux divers types d'autobus dans le cadre d'un projet UITP piloté par la SRWT. L'adaptation des cycles aux tractions hybrides sera ébauchée en 2008.
- Observatoire des nouvelles technologies de propulsion : poursuite du projet visant à donner un aperçu général des diverses expériences menées par les membres de l'UITP en matière de nouvelles technologies de propulsion (nouveaux carburants, chaînes de traction innovantes).
- SATELbus : tests de transmission de données via le satellite européen ARTEMIS dans le cadre du service TELBUS.

La SRWT ne dispose pas de succursales.

Le Conseil d'administration a modifié les règles d'évaluation relatives aux « Immobilisations corporelles (rubrique III) » comme suit :
- La durée d'amortissement de la téléphonie mobile a été ramenée de 5 à 3 ans. De ce fait, un supplément d'amortissement de 3.022,44 euros a été acté lors de l'exercice 2007.
- La durée d'amortissement du petit outillage à main a été ramenée de 10 à 5 ans.

Une couverture de la consommation de gasoil routier du groupe TEC, mise en place par la SRWT en 2006 pour la durée du présent Contrat de gestion (2006-2010), s'est poursuivie en 2007 sous la forme suivante :

- 1/3 du volume via un SWAP : prix fixe ;
- 1/3 du volume via un COLLAR : prix fluctuant à l'intérieur d'une fourchette ;
- 1/3 du volume non couvert : prix fluctuant suivant le marché.

Les moyens financiers pour faire face aux risques qui sont à l'origine de la perte reportée étant disponibles, il n'y a aucune raison pour ne pas poursuivre l'application des règles comptables de continuité.

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2007

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
ACTIF		
Actifs immobilisés	**195 628 702,37**	**179 928 540,77**
Immobilisations incorporelles	**94 954,56**	**125 557,29**
Immobilisations corporelles	**177 112 854,24**	**161 382 124,73**
Terrains et constructions	33 825 071,14	36 560 139,11
Installations, machines et outillage	16 160 585,89	17 534 365,05
Mobilier et matériel roulant	28 802 695,88	21 454 269,59
Autres immobilisations corporelles	67 852 611,03	68 633 663,42
Immobilisations en cours et acomptes versés	30 471 890,30	17 199 687,56
Immobilisations financières	**18 420 893,57**	**18 420 858,75**
Entreprises liées		
Participations	11 324 998,11	11 324 998,11
Créances		
Autres entreprises avec lien de participation	6 519 599,70	6 519 599,70
Créances sur entreprises avec lien de participation		
Autres immobilisations financières		
Actions et parts	573 870,36	573 870,36
Créances et cautionnements en numéraire	2 425,40	2 390,58
Actifs circulants	**159 374 435,59**	**114 808 235,84**
Créances à plus d'un an	**8 141 201,86**	**8 623 597,57**
Autres créances	8 141 201,86	8 623 597,57
Stocks et commandes en cours d'exécution	**142 163,58**	**142 163,58**
Stocks		
Approvisionnements	142 163,58	142 163,58
Créances à un an au plus	**80 165 406,71**	**61 087 948,93**
Créances commerciales	20 419 805,25	7 621 686,32
Autres créances	59 745 601,46	53 466 262,61
Placements de trésorerie	**39 639 692,62**	**16 221 530,00**
Autres placements	39 639 692,62	16 221 530,00
Valeurs disponibles	**21 258 779,79**	**19 736 632,06**
Comptes de régularisation	**10 027 191,03**	**8 996 363,70**
TOTAL DE L'ACTIF	**355 003 137,96**	**294 736 776,61**

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
PASSIF		
Capitaux propres	**159 827 295,10**	**147 365 724,05**
Capital	**13 955 000,00**	**13 955 000,00**
Capital souscrit	13 955 000,00	13 955 000,00
Plus-value de réévaluation		
Réserves	**395 455,11**	**395 455,11**
Réserve légale	19 810,01	19 810,01
Réserves disponibles	375 645,10	375 645,10
Perte reportée	**-10 104 567,23**	**-11 273 286,69**
Subsides en capital	**155 581 407,22**	**144 288 555,63**
Provisions pour risques et charges	**19 556 072,30**	**19 862 468,06**
Provisions pour risques et charges	**19 556 072,30**	**19 862 468,06**
Autres risques et charges	19 556 072,30	19 862 468,06
Dettes	**175 619 770,56**	**127 508 584,50**
Dettes à plus d'un an	**61 925 541,83**	**37 545 838,66**
Dettes financières		
Emprunts obligataires non subordonnés	4 178 906,73	4 467 998,04
Etablissements de crédit	47 936 621,36	23 358 786,95
Autres emprunts	8 875 000,00	8 650 000,00
Autres dettes	935 013,74	1 069 053,67
Dettes à un an au plus	**90 209 642,30**	**63 314 678,04**
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	6 686 330,24	10 248 900,28
Dettes financières		
Etablissements de crédit	3 594 691,35	5 110 124,97
Dettes commerciales		
Fournisseurs	28 003 463,28	12 431 391,36
Effets à payer	15 442,35	2 337 430,46
Acomptes reçus sur commandes	175 246,11	593 442,51
Dettes fiscales, salariales et sociales		
Impôts	623 023,30	619 734,22
Rémunérations et charges sociales	3 983 614,36	1 999 864,90
Autres dettes	47 127 831,31	29 973 789,34
Comptes de régularisation	**23 484 586,43**	**26 648 067,80**
TOTAL DU PASSIF	**355 003 137,96**	**294 736 776,61**

LE TEC ÇA NOUS RAPPROCHE
infotec.be

COMPTE DE RÉSULTATS AU 31 DÉCEMBRE 2007

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
CHARGES		
Coût des ventes et des prestations	**59 871 988,64**	**57 647 716,77**
Approvisionnements et marchandises		
Achats	2 573 137,21	6 207 121,34
Variations des stocks		
Services et biens divers	10 221 360,90	6 399 092,69
Rémunérations, charges sociales et pensions	31 297 512,30	30 985 164,29
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissements, sur immobilisations incorporelles et corporelles	15 812 728,59	16 153 568,09
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	-1 551,51	110 460,99
Provisions pour risques et charges	-306 395,76	-2 257 630,09
Autres charges d'exploitation	275 196,91	49 939,46
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		
Charges financières	**1 779 540,11**	**1 882 714,56**
Charges des dettes	1 663 066,41	1 432 496,39
Réductions de valeur sur actifs circulants		
Autres charges	116 473,70	450 218,17
BÉNÉFICE COURANT AVANT IMPÔTS	**1 382 698,91**	**2 268 527,90**
Charges exceptionnelles	**363 252,00**	**2 334 909,37**
Provisions pour risques et charges exceptionnels		
Moins-values sur réalisations d'actifs immobilisés		
Autres charges exceptionnelles	363 252,00	2 334 909,37
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS	**1 407 698,91**	**458 885,04**
Impôts sur le résultat	**238 979,45**	**239 857,15**
Impôts	238 979,45	239 857,15
RÉSULTAT DE L'EXERCICE À AFFECTER		
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE À AFFECTER	**1 168 719,46**	**219 027,89**
TOTAUX GÉNÉRAUX	**63 422 479,66**	**62 324 225,74**

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
PRODUITS		
Ventes et prestations	**53 615 463,79**	**52 033 946,96**
Chiffre d'affaires	2 573 137,21	6 207 121,34
Variations des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution		
Production immobilisée		
Autres produits d'exploitation	51 042 326,58	45 826 825,62
PERTE D'EXPLOITATION	**-6 256 524,85**	**-5 613 769,81**
Produits financiers	**9 418 763,87**	**9 765 012,27**
Produits des immobilisations financières	947 753,00	947 753,00
Produits des actifs circulants	15 256,77	73 229,63
Autres produits financiers	8 455 754,10	8 744 029,64
PERTE COURANTE AVANT IMPÔTS		
Produits exceptionnels	**388 252,00**	**525 266,51**
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	363 252,00	16 000,00
Autres produits exceptionnels	25 000,00	509 266,51
PERTE AVANT IMPÔTS		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE À AFFECTER		
PERTE DE L'EXERCICE À AFFECTER		
TOTAUX GÉNÉRAUX	**63 422 479,66**	**62 324 225,74**

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS		
Perte à affecter		
Perte de l'exercice à affecter		
Perte reportée de l'exercice précédent	11 273 286,69	11 492 314,58
Bénéfice à affecter		
Bénéfice de l'exercice à affecter	1 168 719,46	219 027,89
Prélèvements sur les capitaux propres		
Sur les réserves		
Affectations aux capitaux propres		
Au capital et aux primes d'émission		
A la réserve légale		
Aux autres réserves		
Résultat à reporter		
Perte à reporter	**10 104 567,23**	**11 273 286,69**

ANNEXE

Rubriques	Concessions brevets, licences, etc.
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
Valeur d'acquisition	
Au terme de l'exercice précédent	5 281 394,95
Mutations de l'exercice :	
Acquisitions, y compris la production immobilisée	60 794,40
Cessions et désaffectations (-)	
Transférées d'une rubrique à une autre (-) (+)	25 137,75
Au terme de l'exercice	**5 367 327,10**
Amortissements et réductions de valeur	
Au terme de l'exercice précédent	5 155 837,66
Mutations de l'exercice :	
Actés	116 534,88
Repris car excédentaires	
Acquis de tiers	
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	
Transférés d'une rubrique à une autre (-) (+)	
Au terme de l'exercice	**5 272 372,54**
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	**94 954,56**

Rubriques	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Valeur d'acquisition					
Au terme de l'exercice précédent	47 477 165,69	43 549 387,52	72 736 549,04	90 686 475,76	17 199 687,56
Mutations de l'exercice :					
Acquisitions, y compris la production immobilisée	438 954,61	5 361,14	19 030 543,36		17 863 512,99
Cessions et désaffectations (-)	-734 770,37	-321 113,65	-11 023 002,17	-345 810,91	
Transferts d'une rubrique à une autre (-) (+)	-120 500,00	1 350 636,19	359 880,84	2 976 155,47	-4 591 310,25
Au terme de l'exercice	**47 060 849,93**	**44 584 271,20**	**81 103 971,07**	**93 316 820,32**	**30 471 890,30**
Plus-values					
Au terme de l'exercice précédent	35 192 513,95	6 607 407,43			
Mutations de l'exercice :					
Actées					
Acquises de tiers					
Annulées (-)					
Transférées d'une rubrique à une autre (-) (+)					
Au terme de l'exercice	**35 192 513,95**	**6 607 407,43**			
Amortissements et réductions de valeur					
Au terme de l'exercice précédent	46 109 540,53	32 622 429,90	51 282 279,45	22 052 812,34	
Mutations de l'exercice :					
Actées	3 006 773,32	2 716 844,78	6 429 469,15	3 543 106,46	
Repris car excédentaires (-)					
Acquis de tiers			600 659,80		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations (-)	-688 021,11	-308 181,94	-6 011 133,21	-131 709,51	
Transférés d'une rubrique à une autre (-) (+)					
Au terme de l'exercice	**48 428 292,74**	**35 031 092,74**	**52 301 275,19**	**25 464 209,29**	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	**33 825 071,14**	**16 160 585,89**	**28 802 695,88**	**67 852 611,03**	**30 471 890,30**

Rubriques	Entreprises liées	autres
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Participations et droits sociaux		
Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	11 324 998,11	7 093 470,06
Mutations de l'exercice		
Acquisitions		
Cessions et retraits		
Au terme de l'exercice	**11 324 998,11**	**7 093 470,06**
Réductions de valeur		
Au terme de l'exercice précédent		
Mutations de l'exercice		
Au terme de l'exercice		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	**11 324 998,11**	**7 093 470,06**
Créances		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent		**2 390,58**
Mutations de l'exercice		
Additions		2 834,82
Remboursements (-)		-2 800,00
Cessions et retraits		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		**2 425,40**

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation au sens de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux représentant au moins 10% du capital souscrit.

Dénomination et adresse du siège	Droits sociaux détenus			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles		
	Directement		Par les filiales %	Comptes annuels arrêtés au	(en unités monétaires)	
	Nombre	%			Capitaux propres	Résultat net
TEC Brabant Wallon Place Henri Berger, 6 1300 Wavre	9 038	67,80		31/12/07	9 339 214	1 034 661
TEC Charleroi Place des Tramways, 9 bte 1 6000 Charleroi	27 546	67,50		31/12/07	23 623 764	1 056 717
TEC Hainaut Place Léopold, 9a 7000 Mons	31 274	67,30		31/12/07	9 086 935	1 801 897
TEC Liège-Verviers Rue du Bassin, 119 4030 Liège	17 755	67,86		31/12/07	23 905 331	2 632 338
TEC Namur-Luxembourg Avenue de Stassart, 12 5000 Namur	7 605	67,40		31/12/07	4 369 345	304 014
EUROBUS HOLDING Avenue de Navagne, 62 4600 Visé	26 300	26,25		31/12/06	48 051 132	5 885 759

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE, AUTRES PLACEMENTS		
Actions et parts	**39 329 844,02**	**13 884 456,33**
Valeur comptable augmentée du montant non appelé	39 329 844,02	13 884 456,33
Titres à revenus fixes	**309 848,60**	**2 337 073,67**
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit		
avec une durée résiduelle ou de préavis		
d'un mois au plus		
de plus d'un mois à un an au plus		
de plus d'un an		

COMPTES DE RÉGULARISATION (ACTIF)	
Loyers d'autobus versés anticipativement	2 976 513,67
Subventions pour engagements sociaux	3 270 482,83
Divers	3 780 194,53

ÉTAT DU CAPITAL	
Capital social	
Capital souscrit	
Au terme de l'exercice prédédent	13 955 000,00
Modifications au cours de l'exercice	
Au terme de l'exercice	**13 955 000,00**

	Nombre d'actions	%
Représentation du capital (actions ordinaires sans désignation de valeur)	**550 318**	
Actions nominatives	**547 848**	**99,55**
Région wallonne		
lignes ferrées et services d'autobus	264 406	48,05
lignes ferrées concédées mais non construites	6 381	1,16
biens cédés par la Région wallonne	1	0,00
Provinces	156 637	28,46
Communes	120 423	21,88
Actions au porteur	**2 470**	**0,45**

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
Litige Van Hool	4 924 965,39
Litiges O.N.S.S	1 205 956,87
Provisions pour risques et charges de propre assureur	13 365 855,04
Divers	59 295,00

Rubriques Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, en fonction de leur durée résiduelle	Dettes échéant dans l'année	ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	ayant plus de 5 ans à courir
ÉTAT DES DETTES			
Dettes financières	**6 552 290,31**	**28 958 846,55**	**32 031 681,54**
Emprunts obligataires non subordonnés	289 091,31	1 245 725,19	2 933 181,54
Dettes de location-financement et assimilées			
Etablissements de crédit	5 638 199,00	19 688 121,36	28 248 500,00
Autres emprunts	625 000,00	8 025 000,00	850 000,00
Autres dettes	**134 039,93**	**446 792,41**	**488 221,33**
TOTAL	**6 686 330,24**	**29 405 638,96**	**32 519 902,87**

Rubriques	Dettes (ou partie de dettes) garanties par les pouvoirs publics belges	des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise
DETTES GARANTIES		
Dettes financières	**58 042 818,40**	
Emprunts obligataires non subordonnés	4 467 998,04	
Etablissements de crédit	53 574 820,36	
Autres emprunts		
Autres dettes	**1 069 053,67**	
TOTAL	**59 111 872,07**	

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES	
Impôts	
Dettes fiscales non échues	623 023,30
Rémunérations et charges sociales	
Autres dettes salariales et sociales	3 983 614,36

Rubriques	Exercice 2007
COMPTES DE RÉGULARISATION (PASSIF)	
Principalement prorata d'intérêts sur emprunts, prorata de loyers sur matériel roulant, plus-values sur opérations de «sale and rent back» à répartir sur la durée de l'opération et subventions relatives à des exercices ultérieurs	23 484 586,43

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
RÉSULTATS D'EXPLOITATION		
Chiffre d'affaires net	**2 573 137,21**	**6 207 121,34**
Autres produits d'exploitation dont		
Subsides d'exploitation obtenus des pouvoirs publics	47 224 932,58	42 381 679,00
Travailleurs inscrits au registre du personnel		
Nombre total à la date de clôture	129	126
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	124,3	123,7
Nombre effectif d'heures prestées	190 443	185 246
Frais de personnel		
Rémunérations et avantages sociaux directs	6 592 595,81	6 345 651,55
Cotisations patronales d'assurances sociales	2 115 748,42	2 016 652,06
Primes patronales pour assurances extra-légales	3 072 186,76	5 163 822,60
Autres frais de personnel	341 702,20	424 603,22
Pensions	19 175 279,11	17 034 434,86
Réductions de valeur		
Sur stocks et commandes en cours		
Actées		111 552,08
Reprises		
Sur créances commerciales		
Actées		
Reprises	-1 551,51	-1 091,09
Provisions pour risques et charges		
Constituées	468 526,41	2 237 569,66
Utilisations et reprises	-774 922,17	-4 495 199,75
Autres charges d'exploitation		
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	34 350,80	31 649,13
Autres	240 846,11	18 290,33
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise		
Nombre total à la date de clôture	2	2
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	0,8	11,5
Nombre effectif d'heures prestées	1 585	3 564
Frais pour l'entreprise	40 022,25	88 149,57

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
RÉSULTATS FINANCIERS		
Autres produits financiers		
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats		
Subsides en capital	7 436 406,79	7 939 873,77
Ventilation des autres produits		
Plus-values sur actifs circulants	883 186,85	396 647,62
Produits financiers sur produits dérivés	85 382,33	357 581,88
Autres	50 778,13	49 926,37
Amortissements des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement		
Réductions de valeur sur actifs circulants		
Actées		
Reprises		

RÉSULTATS EXCEPTIONNELS	
Autres produits exceptionnels	
Indemnité d'immobilisation	25 000,00
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	363 252,00
Autres charges exceptionnelles	
Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	
Restitution de plus-values sur ventes à la Région wallonne	363 252,00

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	
Impôts sur le résultat de l'exercice	
Impôts et précomptes dus ou versés	238 979,45

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
AUTRES TAXES ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS		
Taxes sur la valeur ajoutée, taxes d'égalisation et taxes spéciales portées en compte		
A l'entreprise (déductibles)	11 554 823,13	8 411 647,05
Par l'entreprise	11 565 608,56	8 465 226,25
Montants retenus à charge de tiers, au titre de		
Précompte professionnel	5 502 449,86	5 267 554,24
Précompte mobilier	63 351,86	78 704,96

Rubriques	Exercice 2007
DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN	
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise	
Gages sur d'autres actifs	
Valeur comptable des actifs gagés	84 226,69
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de l'entreprise, non portés au bilan	
Titres de transport en dépôt	1 867 237,30
Engagements importants d'acquisition d'immobilisations	
Autobus	46 574 431,30
Investissements d'infrastructure	26 037 000,00
Litiges importants et autres engagements importants	
Montants des contrats de location d'autobus restant à échoir	81 806 807,25
Intérêts à échoir sur emprunts d'investissements non repris au passif	26 288 455,67
Emprunts conclus au nom de la SRWT pour compte des TEC dans le cadre du contrat de commission organisant la réalisation et le financement des investissements d'exploitation	5 277 500,00
TEC Brabant Wallon	975 000,00
TEC Charleroi	1 690 000,00
TEC Hainaut	1 212 500,00
TEC Liège - Verviers	0,00
TEC Namur - Luxembourg	1 400 000,00

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES		
Immobilisations financières		
Participations	11 324 998,11	11 324 998,11
Créances		
A plus d'un an		
A un an au plus	14 785 192,45	8 677 430,39
Dettes		
A plus d'un an	7 625 000,00	6 775 000,00
A un an au plus	37 862 385,70	35 917 272,27
Résultats financiers		
Produits des actifs circulants		
Charges des dettes	295 233,91	326 853,80

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION		
Immobilisations financières		
Participations	6 519 599,70	6 519 599,70
Créances		

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS	
Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats	149 272,00

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LES COMMISSAIRES	
Emoluments des commissaires	14 772,36

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS
L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion.

Rubriques	Exercice 2007 Temps plein	Exercice 2007 Temps partiel	Exercice 2007 Total en équivalent temps plein	Exercice 2006 Total en équivalent temps plein
BILAN SOCIAL				
Etat des personnes occupées **Travailleurs inscrits au registre du personnel**				
Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	109,0	23,0	124,3	123,7
Nombre effectif d'heures prestées	168 173	22 270	190 443	185 246
Frais de personnel	11 210 237,67	773 380,60	11 983 618,27	13 812 156,35
Avantages accordés en sus du salaire			120 329,37	116 907,10

Rubriques	Temps plein	Temps partiel	Total équivalent temps plein
A la date de clôture de l'exercice			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	106	23	121,0
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	106	22	120,5
Contrat à durée déterminée		1	0,5
Contrat de remplacement			
Par sexe			
Hommes	80	4	82,9
Femmes	26	19	38,1
Par catégorie professionnelle			
Personnel de direction	34	2	35,6
Employés	72	14	81,9
Ouvriers		7	3,5
Autres			

Rubriques	Personnel intérimaire	Personnes mises à la disposition de l'entreprise
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise au cours de l'exercice		
Nombre moyen de personnes occupées	0,8	
Nombre effectif d'heures prestées	1585	
Frais pour l'entreprise	40 022,25	

LE TEC ÇA NOUS RAPPROCHE
infotec.be

Rubriques	Temps plein	Temps partiel	Total en équivalents temps plein
TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE			
Entrées			
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	**5**	**1**	**5,5**
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	5		5,5
Contrat à durée déterminée			
Contrat de remplacement			
Par sexe et niveau d'études			
Hommes			
Primaire			
Secondaire			
Supérieur non universitaire	3		3,0
Supérieur universitaire	1		1,0
Femmes			
Primaire			
Secondaire		1	0,5
Supérieur non universitaire	1		1,0
Supérieur universitaire			

Sorties			
Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	**3**		**3,0**
Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	3		3,0
Contrat à durée déterminée			
Contrat de remplacement			
Par sexe et niveau d'études			
Hommes			
Primaire			
Secondaire	1		1,0
Supérieur non universitaire			
Supérieur universitaire			
Femmes			
Primaire			
Secondaire	2		2,0
Supérieur non universitaire			
Supérieur universitaire			
Par motif de fin de contrat			
Pension			
Prépension	3		3,0
Licenciement			
Autre motif			

Rubriques	Nombre de travailleurs concernés		Avantage financier
	Nombre	Equivalents temps plein	
ÉTAT CONCERNANT L'USAGE, AU COURS DE L'EXERCICE, DES MESURES EN FAVEUR DE L'EMPLOI			
Mesures en faveur de l'emploi			
Mesures comportant un avantage financier pour l'employeur concernant le titulaire ou son remplaçant			
Plan avantage à l'embauche			
Interruption complète de carrière			
Réduction des prestations de travail (interruption de carrière à temps partiel)			
Réduction structurelle des cotisations de sécurité sociale	131	123,3	259 594,45
Convention de premier emploi	1	0,5	505,00
Autres mesures			
Réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale des travailleurs à bas salaires	9	5,5	

Nombre de travailleurs concernés par une ou plusieurs mesures en faveur de l'emploi		
Total pour l'exercice	131	123,3
Total pour l'exercice précédent	132	124,2

Rubriques	Nombre de travailleurs concernés	Nombre d'heures de formation suivies	Coût pour l'entreprise
RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE			
Total des initiatives en matière de formation des travailleurs à charge de l'employeur			
Hommes	48	1492	104 191,14
Femmes	25	632	41 997,13

RÈGLES D'ÉVALUATION

Actif

Frais d'établissement (rubrique I)

Les frais de constitution et d'augmentation de capital ainsi que les autres frais d'établissement sont amortis en cinq ans.

Les frais d'émission d'emprunts et primes de remboursement sont amortis par tranches égales sur la durée des emprunts auxquels ils se rapportent.

Immobilisations incorporelles (rubrique II)

Les immobilisations incorporelles sont prises en charge dans l'exercice au cours duquel ces frais sont exposés.

Toutefois, les logiciels informatiques acquis à l'extérieur sont amortis sur trois ans.

Immobilisations corporelles (rubrique III)

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, ou à leur coût de revient, ou à leur valeur d'apport y compris les frais accessoires notamment la quote-part non déductible de la T.V.A.

Les droits d'usage dont l'entreprise dispose sur des immobilisations corporelles en vertu de contrats de location-financement ou de conventions similaires dont les versements échelonnés prévus au contrat sont assurés par un organisme financier en contrepartie d'un paiement unique effectué au début de la transaction (Payment Undertaking Agreement) sont traités de la manière suivante :

- Les droits d'usage y compris les frais accessoires sont portés à l'actif dans la rubrique correspondant aux immobilisations concernées et amortis au même taux.
- Le versement à l'organisme financier qui assurera le paiement des versements échelonnés apure la dette de location financement.
- L'engagement qui subsiste vis-à-vis du « lessor » de procéder aux versements échelonnés est acté dans les comptes d'ordre.
- Les profits dégagés par cette transaction seront portés en produit au rythme des amortissements comptables.

Les amortissements sont pratiqués d'une manière linéaire sur la durée de vie présumée des immobilisations.

En ce qui concerne les biens acquis avant le 1er janvier 1991 et transférés par la S.N.C.V. :

a) les biens transférés par la SRWT aux TEC, à savoir le mobilier, matériel de bureau et l'outillage, sont valorisés à leur valeur nette comptable et sont amortis sur quatre ans ;

b) les biens transférés à la SRWT sont amortis selon le plan d'amortissement en application à la S.N.C.V.

En ce qui concerne les pièces relais (moteurs, boîtes, ponts) liées au matériel roulant, celles-ci sont amorties sur la même durée que les véhicules pour lesquels elles doivent servir.

Pour les biens acquis à partir du 1er janvier 1991, les taux d'amortissement sont les suivants :

Composant de l'actif	Durée de vie	Taux en %
Terrains	Illimitée	0
Bâtiments	30 ans	3,33
Installations bâtiments	20 ans	5
Voies	25 ans	4
Lignes aériennes	25 ans	4
Sous-stations de traction	25 ans	4
Machines, matériel, équipement de télécommunication	10 ans	10
Matériel roulant ferré	25 ans	4
Autobus de la « Classe I » (articulés)	15 ans	6,66
Autobus de la « Classe II » (standard et midi 60 places)	15 ans	6,66
Autobus de la « Classe III » (midi 40 places et mini)	8 ans	12,50
Autobus pour personnes à mobilité réduite (mini)	6 ans	16,67
Autobus d'occasion	Règles habituelles en tenant compte de la date de première mise en circulation comme date de départ	
Transformation du matériel roulant ferré et renouvellement des bus afin d'allonger la durée d'utilisation	En fonction de la durée d'utilisation restante estimée	
Véhicules utilitaires	10 ans	10
Automobiles et camionnettes	5 ans	20
Mobilier et assimilés, machines de bureau	5 ans	20
Informatique mainframe	5 ans	20
Micro informatique (PC, réseau et périphériques)	3 ans	33,33
Sites propres	15 ans	6,66
Machines, matériel et techniques spéciales	10 ans	10
Bâtiment de Robermont, La Villette et Jumet	20 ans	5
Installations de Robermont, La Villette et Jumet	9 ans	11,1
Téléphonie fixe	10 ans	10
Téléphonie mobile	3 ans	33,33

Lorsque, du fait du recours à un financement alternatif, des biens immobilisés ne sont pas repris dans les livres de la société, les charges générées par le financement de ces biens sont mises en compte de manière à ce que leur répartition dans le temps se rapproche le plus possible de la durée d'amortissement prévue dans les règles d'évaluation pour de tels biens.

Immobilisations financières (rubrique IV)
Les actions et parts sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport, à l'exclusion des frais accessoires et sous déduction des montants restant éventuellement à libérer.

Les autres créances et cautionnements en numéraire sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Créances à plus d'un an et créances à un an au plus (rubriques V et VII)
Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

En cas de faillites ou concordats, les créances impayées sont considérées comme douteuses et leur valeur totale nette, hors T.V.A., fait l'objet d'une réduction de valeur.

En dehors de ces cas, d'autres créances peuvent être transférées à la rubrique « Clients douteux » ou « Créances douteuses » et faire l'objet de réductions de valeur adaptées à chaque situation.

Stocks et commandes en cours (rubrique VI)
Les stocks d'approvisionnements et fournitures sont valorisés selon la méthode des prix moyens pondérés.

A la clôture de chaque exercice, les casiers comprenant des articles de stock qui n'ont plus été mouvementés, soit par de nouvelles entrées consécutives à des commandes ou à des fabrications internes, soit par de nouvelles sorties sur centre de coût ou ordre ou consécutives à des corrections d'inventaire, depuis plus de trois ans, font l'objet d'une réduction de valeur totale, sauf pour les articles du stock destinés au réseau ferré pour lesquels cette période est portée à dix ans.

Tout article qui aurait fait l'objet d'une réduction de valeur et qui serait sorti du stock sur centre de coût ou ordre ou suite à des corrections d'inventaire fait l'objet d'une reprise de réduction de valeur dans l'exercice de son utilisation.

Dans le cas où une nouvelle commande ou fabrication interne devait survenir pour un article qui aurait fait l'objet d'une réduction de valeur, c'est l'ensemble du casier qui fait l'objet d'une reprise de réduction de valeur dans l'exercice de la nouvelle entrée en stock.

La procédure de valorisation suivante est appliquée aux pièces relais importantes qui font l'objet de réparation dans le cadre d'un processus d'échange standard :

- lors de l'achat de la pièce neuve, celle-ci est immobilisée et amortie sur la durée d'amortissement restante des véhicules les plus récents auxquels elle se rapporte ;
- ces pièces sont alors reprises en stock sans valeur ;
- ensuite, lors du processus d'échange standard, la pièce démontée du véhicule qui est réparée rentre dans le stock pour une valeur égale au coût de la réparation.

Cette procédure s'applique aux pièces suivantes :
- Moteurs
- Boîtes de vitesse
- Ponts

D'une manière générale, les fabrications pour stocks (en ce compris les récupérations et réparations de pièces) sont valorisées et rentrées en stock pour une valeur égale à leur coût de revient.

Ces règles d'évaluation s'appliquent à l'ensemble des stocks quelle que soit leur localisation physique.

Les en-cours de fabrication et les commandes en cours d'exécution sont portés à l'actif du bilan à leur coût de revient.

Placements de trésorerie et valeurs disponibles (rubriques VIII et IX)
Les titres à revenu fixe sont portés au bilan à leur valeur d'acquisition, frais accessoires exclus.

Comptes de régularisation (rubrique X)
Les charges exposées pendant l'exercice mais imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur sont évaluées en suivant la règle proportionnelle.

Les revenus dont la perception n'aura lieu qu'au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont à rattacher à l'exercice en cours, sont évalués au montant de la quote-part afférente à cet exercice.

Passif

Provisions pour risques et charges (rubrique VII)
A la clôture de l'exercice, il est procédé, avec prudence, sincérité et bonne foi, à l'examen des provisions à constituer, à reprendre ou à annuler pour couvrir les risques prévus.

Plus précisément en ce qui concerne les risques liés aux anciens dossiers « propre assureur » encore en litige hérités de la S.N.C.V., on couvrira l'estimation faite par le service des assurances sur base d'une addition de tous les litiges en cours :

- à 100 % pour les secteurs accidents du travail et responsabilité civile accidents de circulation,
- à 55 % pour le secteur maladies professionnelles vu le caractère plus aléatoire de l'aboutissement en notre défaveur de l'ensemble de ces dossiers.

A partir de l'exercice comptable 1991, les provisions pour gros entretiens et réparations et les provisions pour pneus ne sont plus constituées.

En 1993, la Région a apporté au capital de la société les biens dont elle avait hérité de l'Etat en vertu de l'article 57 paragraphe 2 de la loi de financement. Un certain nombre de litiges liés à la construction de ces biens ont dû également être repris par la SRWT. Vu le caractère aléatoire de l'aboutissement des requêtes des parties adverses, ces litiges seront couverts à concurrence de 50 %.

L'exploitation de nos dépôts pendant de nombreuses décennies est susceptible d'avoir généré une pollution du sol. Ce risque potentiel étant impossible à évaluer sans engager des frais considérables, il n'est pas couvert par une provision.

Une provision est cependant constituée sur base d'une estimation faite par un expert dans les cas suivants :
- pollution avérée suite à un incident ou à un contrôle,
- constatation suite à une expertise réalisée dans le cadre du renouvellement d'un permis d'exploiter.

Dettes à plus d'un an et dettes à un an au plus (rubriques VIII et IX)
Les dettes sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les dettes de location-financement sont évaluées pour la partie des versements à échoir, qui représente la reconstitution du capital de la valeur du bien auquel le contrat se rapporte.

Compte de régularisation (rubrique X)
Les revenus perçus pendant l'exercice mais imputables en tout ou en partie à un exercice ultérieur sont évalués en suivant la règle proportionnelle.

Les charges qui seront payées au cours d'un exercice ultérieur mais qui sont afférentes à l'exercice en cours, sont évaluées au montant afférent à cet exercice.

Droits et engagements hors bilan
(Annexe XVII)

Les droits et engagements hors bilan sont mentionnés à l'annexe, par catégorie, pour la valeur nominale figurant au contrat ou à la convention ou à défaut pour leur valeur estimée.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Description succincte du régime complémentaire de pension de retraite ou de survie

La SRWT assume les charges afférentes aux engagements sociaux nés des différents régimes d'allocations extralégales qui étaient d'application dans les sociétés d'origine du groupe TEC. Ces allocations recouvrent les domaines suivants :

- Les pensions de survie et de retraite, les rentes, les allocations d'invalidité et les allocations complémentaires au chômage des allocataires sociaux de l'ex-S.N.C.V. Il s'agit des avantages octroyés par les anciennes caisses sociales, à savoir :
  - la Caisse d'Assurance Mixte (C.A.M.) ;
  - la Caisse de Répartition d'Allocations complémentaires à la pension légale (C.R.A.) ;
  - la Caisse de Répartition d'allocations aux agents Invalides (C.R.I.) ;
  - la Caisse d'Assurances Sociales (C.A.S.) ;
- Les pensions de survie et de retraite des allocataires sociaux des anciennes sociétés de transport urbain (STIL - STIC - STIV).
- Les allocations versées aux travailleurs ayant atteint 55 ans d'âge et tombant dans le champ d'application des conventions collectives de travail organisant un régime d'allocations complémentaires au chômage en faveur de certains travailleurs licenciés.

En outre, la SRWT assume les charges afférentes à l'assurance-groupe souscrite en faveur de l'ensemble du personnel actif du groupe TEC. Cette assurance-groupe, instaurée en 1993 dans le but de mettre le régime de pensions complémentaires en conformité avec les dispositions légales, a été profondément modifiée avec effet au 1er janvier 1997. La formule du type « but à atteindre », traduction des anciens règlements de pension, a été transformée en formule « charges fixées », dont le principe est de générer à l'âge de la retraite un capital résultant de cotisations, personnelles et patronales, directement proportionnelles à la rémunération.
L' entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les pensions

complémentaires, dite «loi VANDENBROUCKE», a entraîné une réévaluation substantielle des réserves à constituer pour garantir les engagements correspondants. Toutefois, la CBFA a accordé à la SRWT une dispense de réévaluer ces réserves, à la condition que le véhicule financier des pensions complémentaires soit à l'avenir une institution de retraite professionnelle, qui reprendrait à sa charge les anciens régimes garantis à titre de droits acquis.

Annuités dues par les actionnaires publics et emprunts obligataires publics

Les actionnaires publics de la S.N.C.V. avaient, lors de la souscription des capitaux, le choix entre la libération directe en espèces ou la libération directe au travers du versement pendant 90 ans d'une annuité constante comprenant le principal et l'intérêt.

Cette créance sur les actionnaires est comptabilisée à l'actif (29). En contrepartie de ce mode de libération des capitaux et afin de dégager immédiatement les moyens financiers nécessaires à la construction des lignes, la S.N.C.V. a émis des emprunts obligataires publics dont le service a le même profil que les annuités dues par les actionnaires.

Ces emprunts sont comptabilisés au passif, tant pour le capital (171) que pour les intérêts (179) et constituent le pendant des annuités des actionnaires comptabilisées à l'actif (29).
Du fait que, tant au passif qu'à l'actif, on ait comptabilisé les intérêts, ces mouvements financiers n'ont aucun impact sur le résultat. Il faut noter que l'émission des emprunts publics n'a pas toujours coïncidé avec le début du paiement des annuités, ce qui a généré un décalage entre les montants comptabilisés à l'actif et au passif.

Organisation des investissements du groupe TEC

Le Contrat de gestion 2006-2010 conclu entre la Région wallonne et le groupe TEC subdivise les investissements en trois grandes catégories :
- les Investissements d'Infrastructure ;
- les Investissements d'Exploitation ;
- les Investissements Spécifiques.

a) Investissements d'Infrastructure.
Les investissements d'infrastructure sont constitués des investissements réalisés sur le domaine public et prioritairement affectés par la Région au transport en commun.

Ces investissements concernent essentiellement les ouvrages de génie civil, les infrastructures ferroviaires et routières, les sites propres, les gares de correspondance ainsi que tous leurs équipements annexes.

Ces investissements sont réalisés par la SRWT et financés grâce à un subside en capital de la Région wallonne en faveur de la SRWT, sauf en ce qui concerne la finalisation du métro léger de Charleroi (fermeture de la boucle, prolongation de l'antenne de Gilly et de l'antenne de Gosselies) qui est financée par emprunt par la SRWT.

b) Investissements d'exploitation.
Par investissements d'exploitation, il faut entendre le matériel roulant, les systèmes de perception, de transmission, de régulation du trafic et de sécurité (hors métro), les bâtiments (bâtiments administratifs, ateliers et dépôts), les équipements, les outils de gestion et d'exploitation et, en général, tout moyen nécessaire à la réalisation des missions des TEC.

Le matériel roulant est pour l'essentiel financé par emprunt ou via des financements alternatifs.

Le solde des investissements d'exploitation est financé par les TEC avec leur trésorerie propre ou fait l'objet d'un subside en capital de la Région wallonne.

Ces investissements sont pour la plupart réalisés et, en cas de financement par emprunt ou alternatif, financés par la SRWT en vertu d'un contrat de commission conclu avec les cinq TEC.

c) Investissements spécifiques.
Il s'agit d'investissements moins importants (mobilier, matériel de bureau et informatique, machines, outillage, véhicules de service...) qui n'ont pu rentrer dans les deux autres catégories et qui sont financés par chaque société sur leur trésorerie propre.

Litiges relatifs à des biens cédés par la Région wallonne à la SRWT

En 1993, la Région a apporté au capital de la Société des biens dont elle avait hérité de l'Etat en vertu de l'article 57 paragraphe 2 de la loi de financement. Un certain nombre de litiges liés à ces biens ont dû également être repris par la SRWT. Il subsiste cependant quelques litiges pour lesquels il n'a pas encore été statué définitivement sur le fait de savoir s'ils incombaient à la Région wallonne ou à la SRWT. Actuellement, ces dossiers sont gérés par la Région.

RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES

SUR LES COMPTES SOCIAUX

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire qui nous a été confiée par le Gouvernement wallon auprès de la Société Régionale Wallonne du Transport. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes annuels ainsi que les mentions complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 355.003.138 € et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 1.168.720 €.
L'établissement des comptes annuels relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.
Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.
Conformément aux normes de révision précitées, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenus de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.
A notre avis, les comptes annuels clos le 31 décembre 2007 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mentions complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion, ainsi que le respect par la société du Code des sociétés et des statuts, relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion. Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- Le rapport de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat..
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'Assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Nous tenons enfin à remercier le Directeur financier ainsi que le responsable de la comptabilité pour l'aide efficace qu'ils nous ont apportée tout au long de nos travaux de contrôle.

Le 9 mai 2008

Le Collège des Commissaires

S.C. BCG & Associés	S.c.P.R.L. LAFONTAINE, DETILLEUX & Cie	S.C.R.L. TCLM-Réviseurs d'entreprises
Réviseurs d'entreprises	Réviseurs d'entreprises	Réviseurs d'entreprises
Représentée par	Représentée par	Représentée par
N. KNEIP	L. LAFONTAINE	T. LEJUSTE

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Rapport annuel financier 2007, 17ème exercice social présenté par le Conseil d'administration et par les Commissaires aux Comptes

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ

Malgré la forte augmentation des recettes de trafic de 2006 (+ 12 %), celles-ci ont poursuivi leur croissance en 2007 (+ 4,49 %) pour amener le chiffre d'affaires à près de 100 millions d'euros.
Le groupe TEC a en effet transporté 225 millions de voyageurs en 2007, soit une hausse de 5,91 % par rapport à l'année précédente.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

A. Généralités

L'exercice se clôture avec un bénéfice consolidé de 9.543.358,17 euros.

En voici le détail :

Résultat courant avant impôts :	+ 8.244.828,83 euros
Résultat exceptionnel :	+ 71.507,38 euros
Impôts :	- 317.989,77 euros
Bénéfice de l'exercice des sociétés consolidées par intégration globale :	+ 7.998.346,44 euros
Quote-part des entreprises mises en équivalence :	+ 1.545.011,73 euros
Bénéfice consolidé :	+ 9.543.358,17 euros

Ce dernier se répartit comme suit :

Part des tiers :	+ 2.210.956,17 euros
Part du groupe :	+ 7.332.402,00 euros

La quote-part des entreprises mises en équivalence correspond à 26,25 % (part de la SRWT dans le capital d'Eurobus Holding) de 5.885.759,00 euros qui représentent le bénéfice consolidé du Holding au 31 décembre 2006.

Voici la contribution de chacune des sociétés consolidées dans le résultat :

TEC Hainaut	**+ 1.801.897,00**
TEC Namur-Luxembourg	**+ 304.014,12**
TEC Liège-Verviers	**+ 2.632.337,63**
TEC Brabant Wallon	**+ 1.034.661,34**
TEC Charleroi	**+ 1.056.716,89**
EBH	**+ 1.545.011,73**
SRWT	**+ 1.168.719,46**
	+ 9.543.358,17

B. Situation bilantaire

Rubriques	31/12/2006	31/12/2007	Variations
ACTIF (= emploi de fonds)			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles	377 819,00	233 937,89	-143 881,11
Immobilisations corporelles	275 637 267,90	284 092 071,23	8 454 803,33
Immobilisations financières	12 389 686,54	13 074 741,64	685 055,10
Actifs circulants			
Créances à plus d'un an	9 521 021,90	8 968 698,60	-552 323,30
Stocks et commandes en cours	17 657 051,17	18 423 400,26	766 349,09
Créances à un an au plus	62 378 922,74	74 618 133,65	12 239 210,91
Placements de trésorerie	16 298 131,16	39 719 104,49	23 420 973,33
Valeurs disponibles	23 726 478,97	25 732 384,57	2 005 905,60
Comptes de régularisation	12 041 999,71	10 627 977,41	-1 414 022,30
PASSIF (= origine des fonds)			
Capitaux propres	192 436 143,52	207 360 881,99	14 924 738,47
Intérêts de tiers	15 218 610,79	17 429 566,97	2 210 956,18
Provisions pour risques et charges	28 478 206,78	30 061 886,07	1 583 679,29
Dettes à plus d'un an	39 761 432,33	59 710 866,55	19 949 434,22
Dettes à un an au plus	113 967 607,49	122 754 060,14	8 786 452,65
Comptes de régularisation	40 166 378,18	38 173 188,02	-1 993 190,16

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DU BILAN

Actif

Immobilisations incorporelles
Ce poste reprend les logiciels informatiques qui s'amortissent en trois ans. Sa diminution est due aux amortissements effectués sur les investissements récents (système d'aide à l'exploitation, gestion de données via des codes barres, logiciels dévolus à la protection du réseau et portail Internet), partiellement compensés par les acquisitions de 2007.

Immobilisations corporelles
Les acquisitions réalisées dans le domaine des investissements d'infrastructure (aménagement d'arrêts, de gares de correspondance, rénovations du métro léger de Charleroi et de sites propres…) et des investissements d'exploitation (achat de matériel roulant, systèmes de caméras embarquées, extension du métro de Charleroi, construction du dépôt de Nivelles…) pour une valeur plus importante que les amortissements, les cessions et les désaffectations, sont à l'origine de la hausse de ce poste.

Immobilisations financières
L'évolution de ce poste s'explique par une augmentation de la valeur des participations dans Eurobus Holding suite à de bons résultats 2006.

Créances à plus d'un an
L'évolution de ce poste, en grande partie composé du poste équivalent de la SRWT, est due à l'extinction progressive des créances de la SRWT sur les actionnaires publics dans le cadre de la dette qu'ils ont contractée pour la libération du capital auquel ils ont souscrit.

Stocks et commandes en cours
L'augmentation de ce poste est due principalement à l'augmentation de la valeur des stocks de pièces de rechange (autobus et trams) et du gasoil.

Créances à un an au plus
Le mécanisme de la consolidation a pour effet d'éliminer les créances entre sociétés du groupe, générées par les nombreuses relations existant entre elles. L'évolution de ce poste s'explique principalement par une augmentation des créances commerciales liée à la facturation d'autobus neufs dans le cadre d'un « sale and lease back ».

Placements de trésorerie
Ce poste est constitué par les fonds disponibles sur les emprunts d'investissements conclus par la SRWT.

Valeurs disponibles
Il s'agit essentiellement de la trésorerie disponible dans le système de centralisation des trésoreries des organismes d'intérêt public wallons.

Comptes de régularisation
Ce poste diminue progressivement principalement par la prise en charge, chaque année, des loyers d'autobus payés à l'avance en 1994.

Passif

Capitaux propres
L'augmentation des capitaux propres est due à celle des réserves consolidées (+6.471,7 milliers d'euros) et des subsides en capital (+8.453,1 milliers d'euros).

Intérêts de tiers
Ce poste est constitué de la part des fonds propres (hors subsides en capital) revenant aux actionnaires hors groupe. Son évolution correspond à la part des tiers dans le résultat de l'exercice (+2.211,0 milliers d'euros).

Provisions pour risques et charges
L'évolution de ce poste s'explique par la variation des provisions constituées pour couvrir des risques divers tels que le risque de « propre assureur » (-99,0 milliers d'euros à la SRWT, -78,5 au TEC Hainaut), des provisions pour litiges sociaux et fiscaux dans les sociétés TEC (+458,3 milliers d'euros), des provisions pour les autres risques et charges destinées essentiellement à couvrir des mesures de dépollution (+81,7 milliers d'euros au TEC Hainaut, +911,8 milliers d'euros au TEC Namur-Luxembourg, +22,0 milliers d'euros au TEC Liège-Verviers, -28,8 milliers d'euros au TEC Brabant Wallon, +523,6 milliers d'euros au TEC Charleroi), et des provisions pour les autres risques et charges gérés par la SRWT (-207,4 milliers d'euros). En ce qui concerne les provisions pour dépollution, celles-ci sont constituées lorsqu'une pollution est découverte, soit suite à un incident ou à un contrôle, soit lors d'expertises nécessaires au renouvellement d'un permis d'exploiter.

Dettes à plus d'un an et un an au plus
Les dettes à plus d'un an sont constituées des emprunts de la S.N.C.V. attribués à la SRWT lors de la régionalisation et des emprunts conclus par le Groupe TEC pour assurer le financement et le refinancement des investissements d'exploitation. Leur évolution découle à la fois du volume des investissements d'exploitation, ainsi que de la politique d'auto-financement du groupe.

L'évolution des dettes à un an au plus est due principalement à l'augmentation des dettes commerciales partiellement compensées par un transfert moins important vers ce poste des dettes financières à plus d'un an échéant dans l'année ainsi que par la diminution des dettes financières.

Comptes de régularisation
L'évolution de ce poste est essentiellement due à l'évolution du poste équivalent de la SRWT.

C. Résultats

Rubriques	31/12/2006	31/12/2007	Variations
RÉSULTATS D'EXPLOITATION			
1. Ventes et prestations			
Chiffre d'affaires	94 565 513,88	98 849 753,66	4 284 239,78
Variation des en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution	34 307,40	-21 029,83	-55 337,23
Production immobilisée	23 196,54	124 045,00	100 848,46
Autres produits d'exploitation	350 162 878,90	360 261 124,37	10 098 245,47
TOTAL	**444 785 896,72**	**459 213 893,20**	**14 427 996,48**
2. Coût des ventes et prestations			
Approvisionnements et marchandises	41 952 105,51	43 334 929,15	1 382 823,64
Services et biens divers	138 153 161,69	141 836 731,82	3 683 570,13
Rémunérations, charges sociales et pensions	241 211 778,44	244 140 463,30	2 928 684,86
Amortissements et réductions de valeur	29 670 452,30	29 062 386,64	-608 065,66
Réductions de valeur sur stocks, commandes en cours et créances commerciales	535 189,47	200 154,34	-335 035,13
Provisions	-959 552,77	1 820 552,16	2 780 104,93
Autres charges d'exploitation	206 057,73	643 803,87	437 746,14
TOTAL	**450 769 192,37**	**461 039 021,28**	**10 269 828,91**
3. Résultats d'exploitation	**-5 983 295,65**	**-1 825 128,08**	**4 158 167,57**
RÉSULTATS FINANCIERS			
Produits financiers	12 914 707,88	12 405 767,79	-508 940,09
Charges financières	2 548 008,50	2 335 810,88	-212 197,62
4. Résultat courant avant impôts	**4 383 403,73**	**8 244 828,83**	**3 861 425,10**
RÉSULTATS EXCEPTIONNELS			
Produits exceptionnels	2 385 637,69	625 722,00	-1 759 915,69
Charges exceptionnelles	2 499 361,17	554 214,62	-1 945 146,55
5. Résultat de l'exercice avant impôts	**4 269 680,25**	**8 316 336,21**	**4 046 655,96**
Impôts sur le résultat	305 595,75	317 989,77	12 394,02
6. Résultat de l'exercice	**3 964 084,50**	**7 998 346,44**	**4 034 261,94**
Quote-part des entreprises mises en équivalence	1 104 490,80	1 545 011,73	440 520,93
7. Bénéfice consolidé	**5 068 575,30**	**9 543 358,17**	**4 474 782,87**
Part des tiers dans le résultat	1 211 588,83	2 210 956,17	999 367,34
Part du groupe dans le résultat	3 856 986,47	7 332 402,00	3 475 415,53

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS

Chiffre d'affaires
Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 98.850 milliers d'euros et présente une augmentation de 4.284 milliers d'euros répartis de la manière suivante :

TEC Hainaut	+822
TEC Namur-Luxembourg	+581
TEC Liège-Verviers	+1.698
TEC Brabant Wallon	+623
TEC Charleroi	+560

Ces chiffres illustrent la hausse des recettes de trafic due principalement à l'augmentation de la fréquentation, ainsi qu'à la hausse des tarifs moyenne de 1,82 % portant sur les cartes, les abonnements et les abonnements combinés intervenue au 1er février.

Autres produits d'exploitation
Ce poste reprend dans sa majorité les subventions d'exploitation et les subventions d'investissements d'exploitation versées par la Région wallonne au groupe TEC. En 2006, les subventions d'exploitation ont été majorées conformément au Contrat de gestion, à savoir indexées pour la SRWT et indexées plus 1 % pour les TEC.

Approvisionnements et marchandises
Ce poste est constitué du gasoil routier, des matières et pièces de rechange nécessaires à l'activité des TEC. L'évolution de ce poste s'explique principalement par la hausse du prix des pièces de rechange, ainsi que par l'augmentation des kilomètres parcourus.

Services et biens divers
L'évolution de ce poste est principalement due à la hausse du coût des prestations des transporteurs privés auxquels une partie de notre activité est sous-traitée, ainsi qu'à l'augmentation des charges sur les investissements d'infrastructure et des frais liés à la promotion commerciale.

Rémunérations, charges sociales et pensions
Ce poste a été normalement influencé par son évolution naturelle (ancienneté, nouveaux bénéficiaires, décès...).

Amortissements et réductions de valeur
L'évolution de ce poste est liée à celle des différents postes des immobilisations (voir actif du bilan).

Produits financiers
L'évolution de ce poste est due principalement à la diminution de l'utilisation des subsides en capital au même rythme que l'amortissement des biens qu'ils ont servi à financer et à la baisse des flux « receveurs » sur produits dérivés utilisés dans le cadre de couverture de taux, partiellement compensées par une augmentation du produit des placements financiers.

Charges financières
La relative stabilité de ce poste provient de ce que la dette financière est restée stable pratiquement toute l'année, son augmentation provenant d'opérations réalisées en novembre.

Produits exceptionnels
En plus des produits exceptionnels de la SRWT, ce poste reprend des ajustements de subventions 2006, des reprises de provisions exceptionnelles dans le cadre d'anciens litiges, ainsi que des plus-values sur la vente de terrains.

Charges exceptionnelles
Ce poste enregistre les plus-values à restituer à la Région wallonne pour la vente d'immobilisés (SRWT), ainsi que des charges relatives à des désaffectations d'immobilisés.

Bénéfice consolidé
Le bénéfice consolidé de 9.543 milliers d'euros se ventile comme suit :
- bénéfice de 2.211 milliers d'euros attribué aux intérêts minoritaires ;
- bénéfice de 7.332 milliers d'euros attribué à la maison mère.

D. Chiffres clés et ratios

Rubriques	2005	2006	2007
Actif net corrigé (en milliers d'euros)	182 872	192 436	207 361
Fonds de roulement net (en milliers d'euros)	- 13 926	- 12 510	17 163
Besoins en fonds de roulement (en milliers d'euros)	- 13 254	- 23 189	- 37 643
Trésorerie nette (en milliers d'euros)	- 672	10 679	54 806
Cash-flow avant distribution (en milliers d'euros)	- 130 555	- 129 690	- 131 447
Taux de valeur ajoutée (en %)	- 82,00	- 69,66	- 56,15
Valeur ajoutée par personne occupée (en euros)	- 16 520	- 15 690	- 13 100
Ratio de liquidité au sens large	0,84	0,86	1,05
Ratio de liquidité au sens strict	0,82	0,90	1,14
Ratio de solvabilité (en %)	43,30	44,75	43,61

E. Risques et incertitudes

Suite à l'entrée en vigueur de la loi sur les pensions complémentaires, dite «loi VANDENBROUCKE», une réécriture du règlement d'assurance s'est avérée indispensable et a été entreprise avec ETHIAS, gestionnaire de l'assurance-groupe du groupe TEC.
A l'occasion de ces travaux, ETHIAS a réévalué de manière significative à la hausse les réserves à constituer du fonds de financement en vue de garantir les engagements du groupe en matière de pension complémentaire.
Dans ce contexte, sur base des conclusions d'un bureau spécialisé externe mandaté par la SRWT, des contacts ont été pris avec la CBFA et ont débouché sur une dispense partielle de constituer des réserves. Cette dispense couvre la totalité du sous-financement et est conditionnée par la contrainte, d'ordre juridique, de transférer le véhicule financier des pensions complémentaires, en ce qui concerne les engagements découlant des anciens régimes de pensions, de l'assurance-groupe vers une institution de retraite professionnelle à constituer.

Rappelons que les charges liées aux pensions complémentaires relèvent des «engagements sociaux» au sens de l'article II.1.1.12 du Contrat de gestion et sont couvertes par une subvention spécifique visée à l'article II.2.2.1.2 dudit contrat.

Suite aux retards dans l'exécution du marché relatif à la fourniture du système d'aide à l'exploitation (SAE) pour le TEC Charleroi et aux difficultés techniques éprouvées par le fournisseur pour fournir de manière stabilisée un niveau de performance conforme aux exigences du cahier des charges, la SRWT a assigné le fournisseur en résiliation du marché du SAE avec demande de dommages et intérêts.

DIVERS

Le Conseil d'administration signale qu'il n'y a pas eu, depuis la date de clôture, d'événements, autres que ceux présentés dans les commentaires sur les comptes consolidés, qui seraient susceptibles de modifier de manière importante les résultats ainsi que la situation financière de la société telle que reprise dans les comptes consolidés.

De même, le Conseil d'administration n'a pas connaissance de circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la société.

En matière de recherche et de développement, la SRWT a, en 2007, participé aux projets suivants :
- Bus européen du futur : dans la foulée de sa participation à la définition des spécifications fonctionnelles du bus du futur, la SRWT s'est associée à un programme européen sur le sujet, piloté par l'Union Internationale des Transports Publics (UITP).
- Essais de consommation : extension des cycles d'essais de consommation standardisés adaptés aux divers types d'autobus dans le cadre d'un projet UITP piloté par la SRWT. L'adaptation des cycles aux tractions hybrides sera ébauchée en 2008.
- Observatoire des nouvelles technologies de propulsion : poursuite du projet visant à donner un aperçu général des diverses expériences menées par les membres de l'UITP en matière de nouvelles technologies de propulsion (nouveaux carburants, chaînes de traction innovantes).
- SATELbus : tests de transmission de données via le satellite européen ARTEMIS dans le cadre du service TELBUS.

Aucune société du groupe TEC ne dispose de succursales.

Les Conseils d'administration du groupe TEC ont modifié les règles d'évaluation relatives aux « Immobilisations corporelles (rubrique III) » comme suit :
- La durée d'amortissement de la téléphonie mobile a été ramenée de 5 à 3 ans. De ce fait, un supplément d'amortissement de 3.022,44 euros a été acté lors de l'exercice 2007.
- La durée d'amortissement du petit outillage à main a été ramenée de 10 à 5 ans.

Une couverture de la consommation de gasoil routier du groupe TEC, mise en place par la SRWT en 2006 pour la durée du présent Contrat de gestion (2006-2010), s'est poursuivie en 2007 sous la forme suivante :

- 1/3 du volume via un SWAP : prix fixe ;
- 1/3 du volume via un COLLAR : prix fluctuant à l'intérieur d'une fourchette ;
- 1/3 du volume non couvert : prix fluctuant suivant le marché.

BILAN CONSOLIDÉ DU GROUPE TEC AU 31 DÉCEMBRE 2007

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
ACTIF		
Actifs immobilisés		
Immobilisations incorporelles	**233 937,89**	**377 819,00**
Immobilisations corporelles	**284 092 071,23**	**275 637 267,90**
Terrains et constructions	52 131 331,17	53 223 878,28
Installations, machines et outillage	31 220 711,04	33 848 489,00
Mobilier et matériel roulant	90 206 128,51	90 568 299,46
Location-financement et droits similaires		
Autres immobilisations corporelles	77 420 684,23	78 615 344,76
Immobilisations en cours et acomptes versés	33 113 216,28	19 381 256,40
Immobilisations financières	**13 074 741,64**	**12 389 686,54**
Entreprises mises en équivalence		
Participations	12 483 162,57	11 798 906,97
Autres entreprises		
Autres actions et parts	577 056,67	577 056,67
Créances et cautionnements en numéraire	14 522,40	13 722,90
Actifs circulants		
Créances à plus d'un an	**8 968 698,60**	**9 521 021,90**
Autres créances	8 968 698,60	9 521 021,90
Stocks et commandes en cours d'exécution	**18 423 400,26**	**17 657 051,17**
Stocks	17 913 588,31	17 221 073,37
Approvisionnements	17 900 936,74	17 113 557,82
En-cours de fabrication	12 651,57	107 515,55
Acomptes versés		
Commandes en cours	509 811,95	435 977,80
Créances à un an au plus	**74 618 133,65**	**62 378 922,74**
Créances commerciales	23 655 556,88	10 060 747,40
Autres créances	50 962 576,77	52 318 175,34
Placements de trésorerie	**39 719 104,49**	**16 298 131,16**
Autres placements	39 719 104,49	16 298 131,16
Valeurs disponibles	**25 732 384,57**	**23 726 478,97**
Comptes de régularisation	**10 627 977,41**	**12 041 999,71**
TOTAL DE L'ACTIF	**475 490 449,74**	**430 028 379,09**

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
PASSIF		
Capitaux propres		
Capital	**13 955 000,00**	**13 955 000,00**
Capital souscrit	13 955 000,00	13 955 000,00
Réserves consolidées	**21 363 930,80**	**14 892 284,94**
Subsides en capital	**172 041 951,19**	**163 588 858,58**
Intérêts de tiers		
Intérêts de tiers	**17 429 566,97**	**15 218 610,79**
Intérêts de tiers	15 218 610,80	14 007 021,96
Parts des tiers dans le résultat consolidé de l'exercice	2 210 956,17	1 211 588,83
Provisions et impôts différés		
Provisions pour risques et charges	**30 061 886,07**	**28 478 206,78**
Autres risques et charges	30 061 886,07	28 478 206,78
Dettes		
Dettes à plus d'un an	**59 710 866,55**	**39 761 432,33**
Dettes financières	58 772 844,66	38 690 127,05
Emprunts obligataires non subordonnés	4 178 906,73	4 467 998,04
Dettes de location-financement et assimilées	129 816,57	129 816,57
Etablissements de crédit	53 214 121,36	32 217 312,44
Autres emprunts	1 250 000,00	1 875 000,00
Autres dettes et cautionnements reçus en numéraire	938 021,89	1 071 305,28
Dettes à un an au plus	**122 754 060,14**	**113 967 607,49**
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	7 051 322,32	24 235 947,25
Dettes financières	3 594 691,35	5 110 124,97
Etablissements de crédit	3 594 691,35	5 110 124,97
Dettes commerciales	45 966 488,64	31 293 216,66
Fournisseurs	45 953 311,41	31 269 376,38
Effets à payer	13 177,23	23 840,28
Acomptes reçus sur commandes	1 276 884,16	871 760,12
Dettes fiscales, salariales et sociales	49 437 607,49	49 240 928,65
Impôts	4 943 580,84	4 782 940,74
Rémunérations et charges sociales	44 494 026,65	44 457 987,91
Autres dettes	15 427 066,18	3 215 629,84
Comptes de régularisation	**38 173 188,02**	**40 166 378,18**
TOTAL DU PASSIF	**475 490 449,74**	**430 028 379,09**

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ DU GROUPE TEC AU 31 DÉCEMBRE 2007

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
CHARGES		
Coût des ventes et des prestations	**461 039 021,28**	**450 769 192,37**
Approvisionnements et marchandises	43 334 929,15	41 952 105,51
Achats	44 201 996,11	42 435 842,86
Variations des stocks	- 867 066,96	- 483 737,35
Services et biens divers	141 836 731,82	138 153 161,69
Rémunérations, charges sociales et pensions	244 140 463,30	241 211 778,44
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissements, sur immobilisations incorporelles et corporelles	29 062 386,64	29 670 452,30
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales	200 154,34	535 189,47
Provisions pour risques et charges	1 820 552,16	- 959 552,77
Autres charges d'exploitation	643 803,87	206 057,73
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		
Charges financières	**2 335 810,88**	**2 548 008,50**
Charges des dettes	2 195 308,18	2 072 193,19
Réductions de valeur sur placements de trésorerie		
Autres charges financières	140 502,70	475 815,31
BÉNÉFICE COURANT AVANT IMPÔTS	**8 244 828,83**	**4 383 403,73**
Charges exceptionnelles	**554 214,62**	**2 499 361,17**
Réductions de valeur sur immobilisations financières		
Provisions pour risques et charges exceptionnels		119 220,00
Moins-values sur réalisations d'actifs immobilisés	168 284,42	
Autres charges exceptionnelles	385 930,20	2 380 141,17
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT		
Impôts	317 989,77	305 595,75
BÉNÉFICE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES	**7 998 346,44**	**3 964 084,50**
BÉNÉFICE DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	**1 545 011,73**	**1 104 490,80**
BÉNÉFICE CONSOLIDÉ	**9 543 358,17**	**5 068 575,30**

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
PRODUITS		
Ventes et prestations	**459 213 893,20**	**444 785 896,72**
Chiffre d'affaires	98 849 753,66	94 565 513,88
Variations des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution	-21 029,83	34 307,40
Production immobilisée	124 045,00	23 196,54
Autres produits d'exploitation	360 261 124,37	350 162 878,90
PERTE D'EXPLOITATION	**-1 825 128,08**	**-5 983 295,65**
Produits financiers	**12 405 767,79**	**12 914 707,88**
Produits des immobilisations financières	947 771,27	947 771,27
Produits des actifs circulants	998 287,60	532 037,32
Autres produits financiers	10 459 708,92	11 434 899,29
PERTE COURANTE AVANT IMPÔTS		
Produits exceptionnels	**625 722,00**	**2 385 637,69**
Reprises et réductions de valeur sur immobilisations financières		
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels		
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	574 692,00	16 000,00
Autres produits exceptionnels	51 030,00	2 369 637,69
PERTE DES ENTREPRISES CONSOLIDÉES		
PERTE CONSOLIDÉE		

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
Bénéfice consolidé	9 543 358,17	5 068 575,30
Part des tiers dans le résultat	2 210 956,17	1 211 588,83
Part du groupe dans le résultat	7 332 402,00	3 856 986,47

ANNEXE

I. Critères de mise en oeuvre de la méthode de consolidation par intégration globale

La SRWT détient dans ses filiales :

51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Brabant Wallon
51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Charleroi
51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Hainaut
51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Liège-Verviers
51 % des parts de capital assorties du droit de vote du TEC Namur-Luxembourg

De ce fait, elle contrôle directement ces 5 sociétés.

La méthode de consolidation retenue est donc l'intégration globale.

II. Filiales comprises dans le périmètre de consolidation par intégration globale

Dénomination, adresse complète du siège et pour les entreprises de droit belge, mention du numéro de TVA	Droits sociaux détenus directement				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nombre	%	dont parts sans droit de vote	dont parts avec droit de vote	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	(+) ou (-) en unités monétaires	
							Capitaux propres	Résultat net
BE 244.308.059 **TEC Brabant Wallon** Place Henri Berger, 6 1300 Wavre	9 038	67,80	4 443	4 595	31/12/07	EUR	9 339 214	1 034 661
BE 401.567.330 **TEC Charleroi** Place des Tramways, 9 bte 1 6000 Charleroi	27 546	67,50	13 596	13 950	31/12/07	EUR	23 623 764	1 056 717
BE 244.311.524 **TEC Hainaut** Place Léopold, 9a 7000 Mons	31 274	67,30	15 482	15 792	31/12/07	EUR	9 086 935	1 801 897
BE 242.319.658 **TEC Liège-Verviers** Rue du Bassin, 119 4030 Liège	17 755	67,86	8 722	9 033	31/12/07	EUR	23 905 331	2 632 338
BE 244.309.049 **TEC Namur-Luxembourg** Avenue de Stassart, 12 5000 Namur	7 605	67,40	3 759	3 846	31/12/07	EUR	4 369 345	304 014

III. Critères de mise en oeuvre de la méthode de mise en équivalence

La SRWT détient 26,25% de participations dans le capital de la société EUROBUS HOLDING.
La méthode de consolidation retenue est donc la mise en équivalence. Les comptes qui ont été utilisés pour cette mise en équivalence sont les derniers comptes consolidés disponibles à savoir ceux arrêtés au 31 décembre 2006.

IV. Société reprise dans le périmètre de consolidation par la méthode de la mise en équivalence

Dénomination, adresse complète du siège et pour les entreprises de droit belge, mention du numéro de TVA	Droits sociaux détenus		Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nombre	%	Comptes annuels arrêtés au	Unité monétaire	(+) ou (-) en unités monétaires	
					Capitaux propres	Résultat net
BE 459.734.171 **EUROBUS HOLDING** Avenue de Navagne, 62 4600 Visé	26 300	26,25	31/12/06	EUR	48 051 132	5 885 759

Règles d'évaluation

Les règles d'évaluation des comptes consolidés sont identiques à celles définies dans les commentaires des comptes 2007 de la SRWT.
Ces règles d'évaluation sont communes aux 6 sociétés consolidées par intégration globale.

Rubriques	Concessions brevets, licences, etc.
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	
Valeur d'acquisition	
Au terme de l'exercice précédent	12 169 320,20
Mutations de l'exercice :	
Acquisitions, y compris la production immobilisée	111 188,17
Cessions et désaffectations (-)	
Transférées d'une rubrique à une autre (-) (+)	25 137,75
Au terme de l'exercice	**12 305 646,12**
Amortissements et réductions de valeur	
Au terme de l'exercice précédent	11 791 501,20
Mutations de l'exercice	
Actés	280 207,03
Repris car excédentaires	
Acquis de tiers	
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	
Transférés d'une rubrique à une autre (-) (+)	
Au terme de l'exercice	**12 071 708,23**
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	**233 937,89**

LE TEC ÇA NOUS RAPPROCHE
infotec.be

Rubriques	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Valeur d'acquisition					
Au terme de l'exercice précédent	71 502 941,96	93 943 371,69	207 689 290,71	108 006 914,70	19 381 256,40
Mutations de l'exercice :					
Acquisitions, y compris la production immobilisée	1 748 871,39	1 832 759,54	25 625 615,77	319 522,90	19 511 263,37
Cessions et désaffectations (-)	- 734 770,37	- 443 398,18	- 13 329 202,31	- 961 783,66	
Transferts d'une rubrique à une autre (-) (+)	959 916,70	1 413 979,73	404 113,84	2 976 155,47	-5 779 303,49
Au terme de l'exercice	**73 476 959,68**	**96 746 712,78**	**220 389 818,01**	**110 340 809,41**	**33 113 216,28**
Plus-values					
Au terme de l'exercice précédent	36 357 613,52	6 607 407,43			
Mutations de l'exercice :					
Actées					
Acquises de tiers					
Annulées (-)					
Transférées d'une rubrique à une autre (-) (+)					
Au terme de l'exercice	**36 357 613,52**	**6 607 407,43**			
Amortissements et réductions de valeur					
Au terme de l'exercice précédent	54 636 677,20	66 702 290,12	117 120 991,25	29 391 569,94	
Mutations de l'exercice :					
Actés	3 754 585,94	5 839 073,19	14 927 595,93	4 260 924,55	
Repris car excédentaires (-)					
Acquis de tiers		6 242,08	6 118 107,34		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations (-)	-688 021,11	-414 196,22	-7 983 005,02	-732 369,31	
Transférés d'une rubrique à une autre (-) (+)					
Au terme de l'exercice	**57 703 242,03**	**72 133 409,17**	**130 183 689,50**	**32 920 125,18**	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	**52 131 331,17**	**31 220 711,04**	**90 206 128,51**	**77 420 684,23**	**33 113 216,28**

Rubriques	Entreprises mises en équivalence	Autres entreprises
ÉTAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Participations, actions et parts		
Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	11 798 906,97	604 046,80
Acquisitions		
Cessions et retraits		
Transferts d'une rubrique à une autre		
Divers	684 255,60	
Au terme de l'exercice	**12 483 162,57**	**604 046,80**
Réductions de valeur		
Au terme de l'exercice précédent		25 488,21
Actées		
Au terme de l'exercice		**25 488,21**
Montants non appelés		
Au terme de l'exercice précédent		1 501,92
Mutations de l'exercice		
Au terme de l'exercice		**1 501,92**
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	**12 483 162,57**	**577 056,67**
Créances		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent		**13 722,90**
Mutations de l'exercice		
Additions		799,50
Remboursements (-)		
Cessions et retraits		
Valeur comptable nette au terme de l'exercice		**14 522,40**

ÉTAT DES RÉSERVES CONSOLIDÉES	
Au terme de l'exercice précédent	14 892 284,94
Mutations de l'exercice :	
Quote-part du groupe dans le résultat consolidé (+) (-)	7 332 402,00
Autres variations (+) (-)	-860 756,14
Au terme de l'exercice	**21 363 930,80**

Rubriques	Dettes		
Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, en fonction de leur durée résiduelle	échéant dans l'année	ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	ayant plus de 5 ans à courir
ÉTAT DES DETTES			
Dettes financières	**6 917 282,39**	**25 526 844,66**	**33 246 000,00**
Emprunts obligataires non subordonnés	289 091,31	4 178 906,73	
Dettes de location-financement et assimilées		129 816,57	
Etablissements de crédit	6 003 191,08	19 968 121,36	33 246 000,00
Autres emprunts	625 000,00	1 250 000,00	
Autres dettes	**134 039,93**	**938 021,89**	
TOTAL	**7 051 322,32**	**26 464 866,55**	**33 246 000,00**

Rubriques	Dettes (ou partie de dettes) garanties par	
	les pouvoirs publics belges	des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise
DETTES GARANTIES		
Dettes financières	**63 685 310,48**	
Emprunts obligataires non subordonnés	4 467 998,04	
Etablissements de crédit	59 217 312,44	
Autres emprunts		
Autres dettes	**1 069 053,67**	
TOTAL	**64 754 364,15**	

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

A. Effectif (exprimé en équivalents temps plein)

	SRWT		TEC Brabant Wallon		TEC Charleroi		TEC Hainaut		TEC Liège Verviers		TEC Namur Luxembourg		Total Groupe TEC	
	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2007	Exercice 2006
Effectif moyen du personnel	**124,3**	**123,7**	**319,8**	**306,7**	**1 034,9**	**1 026,1**	**727,4**	**731,2**	**1 748,4**	**1 739,0**	**797,5**	**786,4**	**4 752,3**	**4 713,1**
Ouvriers	3,5	3,7	255,5	241,7	873,0	865,1	570,1	570,6	1 488,1	1 478,9	652,7	642,6	3 842,9	3 802,6
Employés	85,0	86,1	56,3	57,0	150,9	150,0	151,3	154,2	252,5	240,1	134,0	132,8	830,1	820,2
Personnel de direction	35,7	33,9	8,0	8,0	11,0	11,0	6,0	6,4	7,8	20,0	10,8	11,0	79,3	90,3
Nombre moyen d'intérimaires et de personnes mises à la disposition de l'entreprise	**0,8**	**11,5**	**1,2**	**0,9**	**19,8**	**17,1**	**12,6**	**14,8**	**3,3**	**0,9**	**18,7**	**16,4**	**56,4**	**61,6**
Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel à la date de la clôture	**121,0**	**118,9**	**322,8**	**310,0**	**1 038,2**	**1 038,3**	**735,7**	**727,1**	**1 743,3**	**1 734,5**	**788,5**	**783,5**	**4 749,5**	**4 712,3**
Ouvriers	3,5	3,5	259,4	245,2	876,3	865,8	576,4	570,5	1 479,7	1 474,7	645,5	642,1	3 840,8	3 801,8
Employés	81,9	81,4	56,4	56,8	150,9	161,5	153,3	150,6	253,6	239,8	132,2	130,4	828,3	820,5
Personnel de direction	35,6	34,0	7,0	8,0	11,0	11,0	6,0	6,0	10,0	20,0	10,8	11,0	80,4	90,0

Rubriques	Exercice 2007	Exercice 2006
B. Frais de personnel		
Rémunérations et avantages sociaux directs	148 507 966,96	141 575 783,64
Cotisations patronales d'assurances sociales	54 557 818,17	52 352 799,46
Primes patronales pour assurances extra-légales	3 175 439,30	5 269 603,18
Autres frais de personnel	18 723 959,76	24 979 157,62
Pensions	19 175 279,11	17 034 434,54

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres		
Gages sur d'autres actifs		
Valeur comptable des actifs gagés		84 226,69
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques et profits de l'entreprise s'ils ne sont pas portés au bilan		
Titres de transports en dépôt		2 796 609,29
Engagements importants d'acquisitions d'immobilisations		
Matériel roulant		46 574 431,30
Autres immobilisés		26 773 222,00
Litiges importants et autres engagements importants		
Montant des contrats de location d'autobus restant à échoir		118 507 982,53
Rémunérations allouées au titre de l'exercice aux administrateurs de la société consolidante		
Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable		
Aux Administrateurs et gérants		16 249,00

RAPPORT DU COLLÈGE DES COMMISSAIRES

SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat du Collège des commissaires. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 475.490.449,74 € et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice consolidé de l'exercice de 9.543.358,17 €.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de l'ensemble consolidé en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes consolidés. Nous avons évalué le bien fondé des règles d'évaluation, des règles de consolidation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2007 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'ensemble consolidé, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mention complémentaire

L'établissement et le contenu du rapport consolidé de gestion relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

- Le rapport consolidé de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Le 9 mai 2008.

Le Collège des Commissaires

S.C. BCG & Associés	S.c.P.R.L. LAFONTAINE, DETILLEUX & Cie	S.C.R.L. TCLM-Réviseurs d'entreprises
Réviseurs d'entreprises	Réviseurs d'entreprises	Réviseurs d'entreprises
Représentée par	Représentée par	Représentée par
N. KNEIP	L. LAFONTAINE	T. LEJUSTE

LE TEC ÇA NOUS RAPPROCHE
infotec.be

RÉDACTION - COORDINATION GÉNÉRALE
Direction de la Communication
Direction des Finances
SRWT

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES
Collection SRWT

CONCEPTION, RÉALISATION ET PRODUCTION
TAM TAM Graphics